

Des activistes du climat décapitent le sapin de Noël de Berlin

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 2 heures,
Mis à jour il y a 1 heure



Un arbre de Noël dont la cime a été coupée par des militants écologistes, devant la Porte de Brandebourg, le 21 décembre 2022.

TOBIAS SCHWARZ / AFP

Les militants de Letzte Generation veulent montrer que l'Allemagne ne voit jusqu'à présent que la «*pointe*» de la catastrophe climatique en cours, ont-ils expliqué.

Des militants pour le climat ont revendiqué mercredi 21 décembre avoir décapité la cime du sapin de Noël érigé devant l'emblématique porte de Brandebourg de Berlin.

Le groupe Letzte Generation (Dernière génération), à l'origine de nombreuses actions coup de poing pour sensibiliser au réchauffement, veut ainsi montrer que l'Allemagne ne voit jusqu'à présent que la «*pointe*» de la catastrophe climatique en cours, ont-ils expliqué dans un communiqué.

À VOIR AUSSI - Berlin: les militants écologistes de «Dernière Génération» escaladent la Porte de Brandebourg

Désobéissance civile

Deux militantes du groupe se sont hissées en début de matinée au haut de l'arbre de 15 mètres, installé au cœur de la capitale, à l'aide d'une plateforme élévatrice. Équipées d'une scie, elles ont coupé «*deux mètres*» de la tête du sapin, a affirmé le groupe, images à l'appui. Une banderole a également été accrochée portant le message : «*Ce n'est que la pointe du sapin de Noël*».

Letzte Generation a de nouveau appelé le gouvernement du chancelier allemand Olaf Scholz à faire davantage pour lutter contre le réchauffement climatique. Le groupe a attiré l'attention ces derniers mois par de nombreuses actions de désobéissance civile, notamment en bloquant de grands axes routiers et en projetant différentes substances sur des tableaux de musée.

Des responsables politiques allemands avaient exprimé leur désapprobation, Olaf Scholz appelant les militants à plutôt faire preuve «*d'un peu de créativité*». Leurs initiatives pourraient avoir des suites judiciaires avec la récente ouverture, par un parquet régional, d'une enquête contre des militants «*soupçonnés de former ou de soutenir une organisation criminelle*». Cette qualification, et les perquisitions menées dans le cadre de cette enquête, ont elles aussi suscité un vif débat dans un pays où les écologistes sont membres de la coalition gouvernementale.